



COMMUNE MIXTE DE BASSE-VENDLINE

REGLEMENT RELATIF A LA TAXE DE SEJOUR DES PROPRIETAIRES DE RESIDENCES SECONDAIRES ET DES PERSONNES PRATIQUANT LE CAMPING RESIDENTIEL

Vu :

- l'article 9, alinéa 2, de la loi du 22 juin 2022 sur le tourisme¹ ;
- l'article 4 de la loi du 9 novembre 1978 sur les communes² ;
- les articles 1 et 3 du décret du 6 décembre 1978 sur les communes³.

arrête :

Champ d'application

Article premier

Il est institué une taxe (ci-après "la taxe") sur le séjour des propriétaires de résidences secondaires et sur celui des personnes pratiquant le camping résidentiel.

Terminologie

Article 2

Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Définition

Article 3

¹ Sont considérés comme "résidences secondaires" les maisons et les appartements utilisés pour l'hébergement de leurs propriétaires, lesquels n'ont pas leur domicile fiscal dans la commune.

² Les maisons ou les appartements loués par leurs propriétaires comme résidences secondaires à des personnes qui n'ont pas leur domicile fiscal dans la commune.

³ Les maisons ou les appartements destinés à la location ou à la vente, non occupés depuis 2 ans et dont l'affectation passe en résidences secondaires selon l'ARE (Office du Développement territorial). (LRS ; RS 702 art. 2, al. 3, let. d et al. 4)

⁴ Pratiquent le camping résidentiel les personnes qui installent durant plus de six mois leur matériel de camping dans la commune.

Montant de la taxe
dans le cas de
camping résidentiel

Article 4

La taxe est de 2.50 francs par personnes et par nuitée dans le cas de camping résidentiel.

Montant de la
taxe forfaitaire

Article 5

¹ Pour une résidence secondaire, la taxe annuelle se compose d'un montant forfaitaire de base par logement de CHF 300.00 et d'un montant de CHF 50.00 par unité locative. Les unités locatives sont celles qui figurent dans le procès-verbal d'estimation des valeurs officielles.

¹ RSJU 935.211

² RSJU 190.11

³ RSJU 190.111

² Les montants indiqués ci-dessus, fixés en 2025, sont indexés sur la base de l'indice suisse des prix à la consommation (IPC) dès que l'indice augmente de 5 points et arrondis au franc.

Exception

Article 6

Les personnes qui n'ont pas atteint l'âge de 16 ans révolus ne sont pas soumises à la taxe figurant à l'article 4.

Assujettissement et taxation

Article 7

¹ Le propriétaire d'une résidence secondaire ou d'un camping résidentiel est assujetti à la taxe.

² Le propriétaire qui loue une maison ou un appartement comme résidence secondaire est assujetti à la taxe.

³ La commune informe par écrit l'assujetti du montant de la taxe à payer (décision de taxation).

⁴ Si la taxation est basée sur les nuitées effectives, l'assujetti est tenu de déclarer ses dernières.

Encaissement

Article 8

¹ La taxe est encaissée au moins une fois par année.

² Le Conseil communal fixe le délai de paiement.

Taxation d'office, poursuites

Article 9

¹ Si l'assujetti refuse de déclarer ses nuitées ou d'accepter de payer une taxe sur une base forfaitaire, ou s'il donne de fausses indications, le Conseil communal procède par taxation d'office.

² En cas de non-paiement, le Conseil communal procède par voie de poursuites.

Réclamation, recours

Article 10

¹ Les décisions de la commune relatives aux articles 7, alinéa 1, et 9, alinéa 1, du présent règlement, peuvent faire l'objet d'une réclamation dans les trente jours auprès du Conseil communal.

² Les décisions de la commune mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours auprès du juge administratif dans les trente jours.

Affectation

Article 11

¹ Le produit de la taxe sert exclusivement à des fins touristiques

² Il est destiné en premier lieu à soutenir les organismes locaux et régionaux du tourisme.

Dispositions pénales **Article 12**

Les infractions au présent règlement et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende de 5'000.00 francs au plus. Le Conseil communal prononce les amendes selon les dispositions du Décret sur le pouvoir répressif des communes du 6 décembre 1978.

Abrogation

Article 13

Le présent règlement abroge toutes autres dispositions antérieures, en particulier, les règlements relatifs à la taxe de séjour du 15 mars 1993 de la Commune mixte de Bonfol et du 15 juillet 2014 de la Commune de Beurnevésin.

Entrée en vigueur

Article 14

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Délégué aux affaires communales, à la date fixée par le Conseil communal.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée communale de Basse-Vendline, le 13 mai 2025.

Au nom de l'Assemblée communale

Le Président :

La Secrétaire :